

Conférence de Lyon

**La République européenne
des Lettres et les « sources chrétiennes »**

Je ne suis ni philologue, ni à plus forte raison patrologue, et si le P. Dominique Bertrand m'a fait l'honneur de me demander de prendre la parole au cours de cette cérémonie, ce n'est certainement pas pour mes titres inexistantes d'éditeur ou de spécialiste de textes patristiques. Je ne me suis pas dérobé, pourtant après quelques résistances, à sa sollicitation, c'est pour avoir reconnu, en lisant les études du P. Bertrand sur ses prédécesseurs du XVII^e siècle, notamment sur le P. Fronton du Duc, éditeur jésuite comme lui de Jean Chrysostome, que mes propres recherches sur ce que l'on appelait dans l'Europe de l'âge classique, en latin puis dans toutes les langues vulgaires, « République des Lettres », recourent à bien des égards, en effet, celles auxquelles un moderne éditeur scientifique des Pères de l'Eglise doit se livrer, en historien à temps partiel du monde savant européen, pour comprendre la personnalité, les motivations, et les méthodes de ses prédécesseurs du Grand siècle. Avec ces ancêtres, jésuites comme Fronton du Duc ou Denis Pétau, bénédictins mauristes comme Jean Mabillon ou Bernard de Montfaucon, laïcs gallicans comme Nicolas Rigault, laïcs calvinistes comme Joseph-Juste Scaliger ou Claude Saumaise, j'ai acquis quelque familiarité. Tous ces savants éditeurs de textes de l'Antiquité chrétienne étaient alors tenus, par delà leurs attaches confessionnelles et nationales, pour des princes dans la République des Lettres, et aujourd'hui l'équipe de « Sources chrétiennes », qui fait appel à de savants collaborateurs laïcs de plusieurs confessions, et s'adresse à un vaste public international, est à son tour et à sa façon une province de la moderne République européenne des Lettres. A près de quatre siècles de distance, le fonds littéraire de l'Antiquité chrétienne se montre de nouveau une de ces *res publicae*, un de ces biens communs littéraires qui font l'unanimité, dont le service convoque le zèle d'éditeurs d'horizons très divers, et dont la consultation réunit un lectorat non moins épars. Ce recoupement et cette constatation m'ont frappé et mes intentions ont changé de cap.

Réservant l'étude d'abord prévue et annoncée des rapports entre « rhétorique et patrologie au XVII^e siècle » pour un éventuel colloque plus spécialisé, j'ai préféré consacrer ma contribution à cette fête du 500^e volume, à la place réservée, dans la

République européenne des Lettres d'autrefois et d'aujourd'hui, aux « sources chrétiennes ».

Ce recouplement entre deux chemins de recherche d'origine et d'orientation en apparence très différentes, textes et contextes, entre celui de l'historien des lettres classiques que je suis, et les éditeurs scientifiques de « sources chrétiennes », a en effet le mérite de mettre en lumière, *hic et nunc*, un carrefour peu visible et peu exploré, mais dont je me propose de montrer qu'il vaut la peine de l'être davantage.

C'est en ce point de rencontre, qui est aussi un point de vue en surplomb, que la magnifique entreprise française de « Sources chrétiennes », domiciliée dès l'origine dans ce carrefour européen qu'a toujours été la ville de Lyon, entre Genève, Paris et Rome, prend un sens qui dépasse l'horizon confessionnel qui a été le sien au départ, avant de s'imposer toujours plus largement en cours de route

Je me suis souvent occupé, dans le sillage de mon maître René Pintard, de la sociabilité savante supra-confessionnelle et supranationale que l'on appelait en Europe, depuis le XV^e siècle, « République des Lettres ». L'un des « forums » les plus prestigieux, quoique discret et difficile d'accès, de cette République européenne invisible eut tour à tour à Paris, dans la première moitié du XVII^e siècle, son domicile dans la bibliothèque du Président au Parlement de Paris Jacques Auguste de Thou, puis dans la Bibliothèque du Roi. Les puissances invitantes étaient les deux frères Dupuy, Jacques et Pierre, cousins du défunt Président. Comme lui, très doctes gens de Robe, ils appartiennent au parti des catholiques dits « Politiques », qui avaient combattu en faveur de l'accession d'Henri de Navarre au trône de France et qui avaient préparé, avec l'Edit de Nantes, la paix religieuse du royaume. Tous les jours, de cinq à huit, à partir de 1617, se retrouvaient en terrain neutre et privé, autour des deux « Adelphe », des calvinistes tels que le Français Claude Saumaise ou le Hollandais Hugo Grotius, des catholiques gallicans tels que l'ami intime des Dupuy, le bibliothécaire du roi Nicolas Rigault, des archivistes du Trésor royal des Chartes, tels que les deux frères Valois et Théodore Godefroy, des jésuites érudits, tels que Fronton du Duc et Jacques Sirmond, et des « libertins érudits », auxquels s'est plus particulièrement intéressé René Pintard, on y retrouvait, entre deux séjours à Rome, le bibliothécaire et polymathe Gabriel Naudé et ses proches amis penseurs, le pyrrhonien François La Mothe Le Vayer ou l'épicurien François Lhuillier. Dans leur for intérieur, ces érudits n'adhéraient qu'à la philosophie antique et s'étaient détachés de la religion des modernes.

Par leur réseau de correspondances avec les savants de plusieurs pays, les frères Dupuy, chez qui se présentaient, munis de lettres de recommandation, les érudits voyageurs de marque de passage à Paris, créèrent le foyer d'informations et de coopération savantes le plus actif et fécond d'Europe. Si l'on appelait Pierre, l'aîné des deux Dupuy, le « Pape de Paris », c'est qu'il était lui-même la mémoire vivante d'un gallicanisme politique traditionnellement attaché aux « libertés » de l'Eglise de France contre les empiètements de la papauté, et à la Couronne de France comme à un pouvoir temporel laïc capable de garantir aussi bien ces libertés ecclésiastiques que la « liberté de philosopher » des lettrés, comprimée à Rome et à Madrid par le Saint Office pontifical et l'Inquisition espagnole.

La présence de Jésuites dans ces assemblées, à première vue, avait donc de quoi surprendre. La Compagnie de Jésus, en tant qu'institution, était très mal vue en France, tant du côté gallican que du côté calviniste. Fondée par un sujet du roi d'Espagne, c'est-à-dire par un « ennemi héréditaire » de la France, chacun de ses membres était de surcroît lié au Souverain pontife par un vœu spécial d'obéissance. Pour comble, Ignace de Loyola avait assez vite donné sa Compagnie d'apôtres de la foi tridentine une vocation d'éducatrice humaniste des élites catholiques ; les collèges jésuites avaient connu d'emblée un succès prodigieux dans tout l'univers catholique et les Maisons professes de la Compagnie étaient souvent devenues des foyers de hautes études ; aussi, dès ses débuts en France, elle était apparue comme une République des Lettres *bis*, militante de la Contre Réforme, en concurrence directe avec la République européenne des Lettres, dont l'extension d'Italie en France, sous le règne de François I^{er}, avait été l'œuvre d'un ami d'Erasmus, Guillaume Budé, magistrat gallican et grand helléniste. Le patronage de ces deux catholiques modérés, dont les héritiers spirituels n'entendaient pas renoncer à trouver un compromis avec la Réforme, n'inclina pas la République européenne des Lettres à regarder avec faveur les succès de ces nouveaux venus. En France surtout, le recrutement espagnol et italien des premiers Jésuites qui y ouvrirent des collèges contribua à les faire passer pour les agents d'une sorte d'Internationale noire, jouant le rôle suspect de cinquième colonne de la papauté et du roi d'Espagne. Après l'attentat de Châtel sur Henri IV, crime que les Jésuites furent accusés d'avoir inspiré, plusieurs Parlements français, dont celui de Paris, saisirent l'occasion pour interdire la Compagnie sur les territoires soumis à leur juridiction.

Par la suite, une longue et difficile négociation diplomatique s'engagea entre Paris et Rome en vue de la levée de l'excommunication fulminée contre le calviniste Henri de Navarre par Sixte Quint. Dans ces tractations, le cardinal oratorien Cesare fournit à Rome un précieux soutien aux démarches des diplomates français, les cardinaux de Rambouillet, d'Ossat, et Du Perron. Baronio était le directeur d'une équipe de philologues et d'historiens érudits chargée de l'aider à rédiger les *Annales ecclésiastiques*, une monumentale Histoire moderne et savante de l'Eglise romaine répondant à la critique dévastatrice des historiens luthériens des *Centuries de Magdebourg*. Il voyait dans la France un atout capital à maintenir à tout prix dans l'orbite catholique. La négociation avait abouti : l'excommunication fut levée par Paul V, et en échange le roi récemment converti à la foi romaine s'engagea à rétablir les Jésuites et à épouser une princesse catholique, Marie de Médicis. Aussi, en 1604, par l'Edit de Rouen, Henri IV leva l'interdit parlementaire sur la Compagnie, à la condition que les Jésuites de France fussent tous régnicoles et attachés personnellement à sa dynastie.

Or plusieurs jésuites français avaient collaboré à l'élaboration des *Annales ecclésiastiques* du cardinal Baronio ; les plus doctes et les plus célèbres étaient Jacques Sirmond et Fronton du Duc. Dans la dot de Marie de Médicis, figuraient, outre une immense somme en florins destinée à régler les dettes contractées par Henri IV, des œuvres d'art et des manuscrits grecs prélevés sur le fonds de la Bibliothèque laurentienne. Ces manuscrits anciens, d'origine byzantine, allèrent enrichir le fonds grec de la Bibliothèque du roi accumulé depuis le règne de François I^{er}. Fronton du Duc rappelle fièrement, dans la préface de son Jean Chrysostome, cette *translatio studii* de Florence à Paris, dans les bagages de la reine remontant le Rhône. Les ambassadeurs de Henri IV, en rédigeant le contrat de mariage, avaient donc pensé non seulement aux finances, mais au prestige scientifique du royaume.

Ainsi s'explique la présence, à première vue insolite, des deux Jésuites dans le cénacle gallican, calviniste et libertin des frères Dupuy : Sirmond et Fronton du Duc avaient été des collaborateurs de Baronio, ami déclaré de la France. Ils étaient par ailleurs à même d'exploiter, avec une compétence incontestée, les manuscrits « grecs du roi », et de contribuer à faire de Paris comme le souhaitaient, depuis Guillaume Budé, ceux qu'on appelait les « bons Français », la capitale par excellence des hautes études grecques, en concurrence avec la Rome pontificale, avec l'Oxford anglican, avec la

Cologne catholique, avec l'Heidelberg luthérien. La fin des guerres religieuses remplissait la France meurtrie d'un incroyable zèle à rattraper le temps perdu.

De fait, Sirmond et Fronton du Duc entamèrent la publication d'une pantagruélique *Bibliotheca Patrum graecorum* et ils firent de la Maison Professe jésuite rétablie rue saint Antoine un véritable *scriptorium* d'hellénisme d'où sortirent aussi l'édition d'Epiphane par le P. Denis Petau et la prodigieuse collection dite « Byzantine du Louvre » procurée par le P. Philippe Labbe sur les presses de l'Imprimerie royale.

René Pintard voyait dans le « cabinet » des frères Dupuy, qui fournirent à Richelieu de précieux « mémoires » juridiques et historiques pour appuyer ses différends avec Rome, sa politique anti-espagnole et son invasion de la Lorraine, une antichambre de la « Crise de la conscience européenne » décrite par Paul Hazard. En réalité, les « libertins érudits » étaient une minorité discrète dans ces réunions savantes et polies. La plupart des hôtes des Dupuy, comme c'était aussi le cas de leur plus assidu correspondant, qu'on nommait, comme Erasme, « prince de la République des Lettres », le magistrat au Parlement d'Aix-en-Provence Nicolas Fabri de Peiresc, étaient de fervents catholiques gallicans, ou bien des calvinistes convaincus. Mais ils vivaient leur foi dans un esprit d'irénisme, comme le calviniste arminien Hugo Grotius, ambassadeur à Paris de Christine de Suède, qui écrivit un traité de religion chrétienne résumant ce qui pouvait réunir toutes les Eglises se réclamant du Christ et mettre fin à leurs controverses. Ils avaient aussi la conviction, cohérente avec cet irénisme, et largement partagée alors, tant par les catholiques zélés que par les Réformés, que la pureté, l'authenticité de la foi chrétienne et l'unité perdue de son Eglise ne pouvaient se rétablir que dans une remémoration de l'« Eglise des premiers siècles », celle des temps apostoliques et celle de l'Empire chrétien avant sa décomposition sous l'effet des invasions barbares. Leur science des textes se devait de collaborer à ce grand œuvre de réminiscence de l'unité et de la vérité religieuses abîmées par le temps.

Ce n'est pas un hasard si deux des piliers gallicans et laïcs du « cabinet » des Dupuy, Henri de Valois et Nicolas Rigault, publièrent des éditions philologiques, l'un du Grec Eusèbe de Césarée, le théologien, historien et biographe de l'empereur Constantin, l'autre de plusieurs apologistes chrétiens des premiers siècles : Caumudien de Gaza, Tertullien, Cyprien de Carthage. Chacun à sa manière, ils coopérèrent avec les entreprises éditoriales de Sirmond, de Fronton du Duc et de leurs confrères jésuites, à faire de Paris, dès le premier quart du XVII^e siècle, la corne d'abondance des « sources

chrétiennes » de l'Europe, rétablies dans leur pureté par les exigences d'une sévère philologie. L'autorité spirituelle et médiatrice de la capitale française dans l'Europe divisée en deux camps confessionnels ne pouvait qu'en bénéficier, aux dépens de Rome.

En effet, les humanistes du XV^e et du XVI^e siècle, et notamment les Marsile Ficin, les Alde Manuce, les Erasme et les Budé, avaient fait de la redécouverte et de l'édition, dans leur langue originale ignorée du Moyen âge scolastique, des anciens auteurs grecs, classiques ou chrétiens, l'aristocratie des hautes études savantes. La fierté française, tant catholique, chez un Blaise de Vigenère, que protestante, chez un Henri Estienne, s'était piquée au cours du XVI^e siècle d'exceller dans les études grecques. Dès la fin des guerres civiles, cette ambition renaquit de plus belle, et l'Assistance de France de la Compagnie de Jésus fut trop heureuse de disposer de philologues capables de contribuer à cette illustration nationale. Ses grands hellénistes asseyaient sa position politique, qui restait difficile à la fois aux yeux du haut personnel gallican de la monarchie et à ceux de l'Assemblée du clergé de France, appelée à subventionner d'aussi coûteuses publications.

Le large souci de retour aux sources religieuses pures et purifiées du christianisme, qui dans le cercle des Dupuy rapprochait gallicans, calvinistes et jésuites, n'avait rien de doctrinaire. Il ne fut jamais question, dans ce milieu d'humanistes supérieurement érudits, de résumer la remémoration de l'Antiquité chrétienne au seul saint Augustin et à son *corpus* littéraire. Cette fixation étroite et chicanière sur le seul « Docteur de la grâce » ne pouvait naître et croître que dans des milieux sursaturés de théologie et de controverses scolastiques, comme la Faculté de théologie de Louvain ou celle de Paris, et seul un phénomène de mode mondaine put la faire embrasser par l'opinion parisienne. La Querelle théologique entre jansénistes et jésuites sur la grâce, qui empoisonna le règne de Louis XIV et le XVIII^e siècle, n'effleura donc pas le « cabinet Dupuy » qui d'ailleurs ferma ses portes pendant la Fronde, après la mort des deux frères, à la veille des « Provinciales » de Pascal dont la vogue inaugura le succès mondain de Port-Royal. Haut lieu parisien de la République européenne des Lettres, comme l'était à Aix l'hôtel de Peiresc, le cabinet Dupuy avait un programme de recherche trop riche, trop éclectique et trop herméneutique pour se laisser prendre au piège d'une dispute néo-scholastique sur un point de théologie dogmatique.

C'était l'ensemble du patrimoine littéraire de l'Antiquité gréco-latine, tant païenne que chrétienne, ses historiens, ses géographes, ses juristes, ses moralistes, aussi

bien que ses *auctores* ecclésiastiques, prédicateurs et apologistes, c'était ce bien commun, cette *res publica* de l'Europe moderne, que ces continuateurs de l'humanisme du XV^e siècle se proposaient de faire dialoguer en le confrontant à l'expérience des modernes. Il s'agissait d'irriguer et de féconder, par ce double dialogue, non seulement la dimension religieuse, mais la connaissance de l'homme par l'homme et la civilisation des mœurs et des manières des Européens modernes. La République européenne des Lettres se flattait depuis Pétrarque d'avoir fait de la vertu d'amitié, du civisme et de la civilité lettrés, son milieu conjonctif. Ce sens de l'entretien, de l'entraide, de l'échange loyal créait les conditions préalables à la meilleure coopération entre savants au service de ce bien commun européen, le patrimoine de l'Antiquité chrétienne, ce qui n'empêchait pas chacun des citoyens de cette République invisible, tous pourvus de personnalités vigoureuses, de rester ancré dans sa propre famille spirituelle et dévoué aux intérêts supérieurs de sa propre patrie : conciliation souvent difficile, mais qui introduisait l'aiguillon âpre de la concurrence et de l'émulation à l'intérieur d'une éthique douce de la communication, de la conversation et de la correspondance civiles et polies. Il est évident par exemple que les grands éditeurs jésuites voulaient servir la réputation de leur Compagnie, que leurs rivaux gallicans voulaient démontrer que Paris était plus éclairé que Rome, et que leurs confrères calvinistes voulaient opposer les origines de l'Eglise à sa déviation romaine. Mais tous se piquaient d'honneur à servir avec des méthodes irréprochables le patrimoine littéraire commun de la *respublica christiana*, tous entretenaient en rive des relations courtoises et un certain degré de coopération.

L'édition scientifique au XVII^e siècle des « sources chrétiennes » de l'Europe connut deux phases, une phase « jésuite » sous Louis XIII, qui déplaçait de Paris à Rome le centre des études d'histoire ecclésiastique et de théologie positive, et sa phase « bénédictine » sous Louis XIV, Saint-Maur et Saint-Germain-des-Prés prenant le relais quand les Jésuites français durent se mobiliser contre les attaques de Port-Royal. Mais dans les deux cas, les travaux et publications des jésuites comme des bénédictins français engrangeaient le legs de la philologie et de l'épigraphie humaniste tant catholique que protestante, tant française qu'européenne, et ils n'allèrent pas sans une coopération internationale capillaire dans le cadre du réseau de la République européenne des Lettres. Le zèle des savants bénédictins n'en fut pas moins stimulé par leur attachement à l'honneur de leur ordre et à la gloire de leur patrie.

En prenant la question par un autre bout, il est évident que le prestige politique que la monarchie française et l'Eglise gallicane reçurent de l'autorité et de la supériorité conquise par les éditeurs régnicoles sur leurs rivaux étrangers : ils en tirèrent parti dans leurs conflits avec Rome et les autres capitales européennes. Le fait est aussi ce succès français dans l'ordre de l'esprit attestait une solidarité secrète et personnelle entre savants de plusieurs générations, de nationalités et de confessions différentes. Il n'y a pas d'incompatibilité de principe entre l'esprit de corps et le service d'un bien commun universel : les éditeurs français des « sources chrétiennes » au XVII^e siècle pratiquaient la subsidiarité dans leurs allégeances, et s'ils servaient leur ordre, leur Eglise, leur nation, ils ne perdaient pas de vue le service du bien commun d'une République européenne des Lettres dont l'eschatologie était l'unité à long terme des esprits.

Il y avait alors, comme il y a plus que jamais actuellement, du courage à servir ce « bien commun » européen. Aujourd'hui on met en doute l'existence même de ce type de bien commun, et on attaque de toutes parts la notion de « classiques », ces œuvres et ces auteurs qui ont traversé victorieusement l'épreuve du temps et auxquels il faut revenir pour fonder l'éducation et pour refonder la civilisation. Au XVII^e siècle, on ne mettait pas en doute que les classiques étaient le « bien commun » européen. Depuis la Renaissance, on entendait par-là, contre le dogmatisme moderne des scolastiques, le legs retrouvé de l'Antiquité, la littérature éloquente des grecs et des latins, d'Homère à Tacite en passant par Cicéron. Ce fut une grande audace de la part d'Erasmus de ranger aussi, parmi les classiques, la littérature chrétienne grecque et latine dans son texte original, et de la prendre elle aussi pour base, avec son éloquence propre, de l'éducation et de la civilisation. L'Europe s'était ainsi découvert deux sources, la gréco-romaine pré-chrétienne et la gréco-romaine chrétienne, et il importait de ne pas sacrifier l'une à l'autre. Il importait même de montrer leur convergence, leur réciproque traductibilité. Dès lors, la théologie dogmatique du Moyen âge devait faire place à la théologie positive et à l'argument historique fondé sur la comparaison et l'établissement de textes authentiques d'auteurs de l'époque classique du christianisme. On ne comprend pas l'importance que le XVII^e siècle a accordée aux « sources chrétiennes » si l'on ne tient pas compte de ce déplacement de l'apologétique et de l'éducation chrétienne de l'architecture scolastique à la persuasion historique et littéraire. [Le Père de Dainville]

Il me semble que l'histoire de « Sources chrétiennes » répète et approfondit, à plus de trois siècles de distance, et dans des circonstances bien différentes celle que je viens d'évoquer au Grand siècle. L'initiative du P. Fontoyon était certainement inspirée à l'origine par le souci de réaffirmer, dans une Europe où les classiques, c'étaient ceux de l'Antiquité pré-chrétienne, la dignité des « sources chrétiennes » parmi les classiques de l'Europe. La Patrologie de Migne, trop enclavée dans le monde ecclésiastique et reflétant un état depuis longtemps dépassé de la science des textes, n'y suffisait pas. Si le projet fut soutenu avec tant d'enthousiasme par le P. Daniélou et le P. de Lubac, c'est que l'un et l'autre avaient un vocation de théologiens positifs, entraînant la conviction par l'herméneutique des textes classiques du christianisme, plutôt que par des édifices dogmatiques. Ils cherchaient, conformément à l'esprit de leur Compagnie, un second souffle pour la foi et l'intelligence de la foi.

Mais l'essor et les progrès de la collection, sans abolir son eschatologie initiale, ont accru le nombre et diversifié le recrutement de ses collaborateurs. Sans cesser d'être d'Eglise, elle fait partie depuis 1957 du Centre National de la Recherche Scientifique, et nombre de savants laïcs comptent parmi les auteurs de ses éditions. La Patrologie, au sens chronologique limité où on l'entendait au XVII^e siècle et où l'entendait encore Migne au XIX^e, s'est étendue en aval au Moyen âge byzantin et occidental. Richard de Saint Victor et Guillaume de Saint Thierry ont rejoint Irénée et Théodoret de Lyon. Saint François d'Assise est réuni à Bernard de Clairvaux. L'œuvre complète du juif Philon d'Alexandrie, médiateur capital entre la tradition biblique et l'hellénisme néo-platonicien y a fait son entrée aux côtés des évêques chrétiens Cyrille et Athanase d'Alexandrie et de l'Alexandrin Origène.

Du coup, l'horizon et la réception de la collection se sont amplifiés. Elle a contribué à l'élaboration du concept transitif d' « Antiquité tardive » substitué à celui de Bas-Empire et elle en a bénéficié. Par ailleurs, pendant que le nombre et la qualité scientifique de ses volumes croissaient et multipliaient, l'Union européenne, dont de nombreux hommes d'Etat chrétiens ont pourtant été les fondateurs, trouvait ses assises économiques et un début d'organisation politique, sans pour autant retrouver le sens de ses assises historiques et spirituelles. Comme je l'ai noté, cette Europe pacifiée en est même venue à renier l'étude de ses propres classiques. Sur ce point encore, les finalités de la collection « Sources chrétiennes » ont évolué et pris un sens nouveau.

S'il est vrai que l'Antiquité tardive et le Moyen âge ont enfanté l'Europe moderne, la publication scientifique des classiques de cette époque séminale contribue à raviver la conscience historique d'une Europe menacée d'amnésie. S'il est vrai que l'on ne peut concevoir une éducation et une civilisation européennes sans l'étude des classiques de l'Europe, « Sources chrétiennes » est là pour rappeler que les « classiques » du christianisme, côte à côte avec les classiques de la philosophie et de la littérature païennes, font partie du socle et du génie de l'Europe.

Faute d'un « bien commun » spirituel dans ses bagages, une communauté est vouée à la désagrégation et à l'évaporation. On aura beau invoquer rituellement des « valeurs » en soi respectables, l'universalité éthique de ces vagues abstractions n'a aucune chance de s'incarner et de mordre sur les volontés. On aura beau parler de « cultures » au pluriel et célébrer leur vocation au dialogue, ces vœux pieux n'ont aucune prise sur la réalité d'un étrange désarroi qu'ils veulent ignorer. On a parfois le sentiment, au spectacle spirituel de l'Europe, qu'elle est entrée dans le temps de sa Modernité tardive.

Aussi, la communauté des éditeurs et des lecteurs de « Sources chrétiennes », qui veille à faire vivre l'un de nos biens communs les plus précieux, fait-elle elle-même figure de l'une des provinces les plus fertiles de la République européenne des Lettres, cette institution invisible et clandestine de l'Esprit qui n'est pas sans parenté, au bout du compte, avec ce que les croyants appellent « communion des saints ».

Le fait est que l'Europe n'a jamais été un corps unique, ni une entité homogène. Mais sous les apparences d'une compétition permanente et parfois violentes entre nations, confessions et langues, nous discernons mieux aujourd'hui le socle profond qui la faisait une et auquel allait le zèle de ses fils les plus éclairés. Il est paradoxal que dans notre Europe apparemment unie et paisible, ce socle commun qui devrait fonder au grand jour cette unité enfin trouvée ait cessé d'être perçu, et on assiste en pleine paix à un émiettement social et moral que l'invocation rituelle d'un sommaire catalogue de « valeurs » fait semblant de vouloir réunir. Ce que Renan disait de la « nation », qu'elle est un plébiscite de tous les jours, gagné par la mémoire commune d'une longue aventure partagée, ne s'applique plus à nos nations, et le sentiment européen lui-même n'y a rien gagné. De l'aventure européenne, il semblerait n'avoir eu lieu qu'une histoire-batailles ou un histoire-massacres dont l'obsession rabâchée et contrite finit par pousser à l'amnésie de tout passé commun. Au fond de l'Europe, il y a l'Empire romain,

païen puis chrétien, celui de Cicéron et celui d'Augustin, un et multiple, il y a la Chrétienté médiévale, elle aussi une et multiple, des grands ordres monastiques. Le Grand Schisme, la Renaissance, la Réforme, ont ouvert la boîte de Pandore des nations rivales, la Révolution et l'Empire français ont ouvert celle des nationalismes plus modernes encore. Pourtant, le souvenir de l'Empire d'Auguste, de Trajan et de Constantin n'a jamais cessé d'opposer une vocation d'unité à la tentation du jugement de Dieu. On le voit mieux aujourd'hui, avec le recul et l'expérience, de tous les systèmes politico-diplomatiques que l'Europe a essayés pour éviter la mêlée générale qui a fini par l'engloutir par deux fois au cours du XX^e siècle, c'est encore, avec les Congrès de Westphalie et de Vienne, le Saint Empire Romain Germanique qui a le plus sagement et longuement modéré le principe agonistique dont elle est tourmentée. L'aire de cette Europe Habsbourg, ignorée ou haïe en France, s'est étendue, via l'Espagne et le Portugal, à l'Amérique latine. C'est un grand souvenir qu'il serait bon de raviver. Mais ce n'est pas le seul. Si nous pouvons parler d'art roman, d'art gothique, d'art baroque, merveilleuses familles de formes à la fois locales et européennes, nous le devons au réseau et aux relais ecclésiastiques et monastiques qui transcendaient les frontières et faisait respirer d'un même souffle le petit et multiple cap européen de l'Asie. Ils témoignent toujours, dans nos musées, dans nos villes et dans nos campagnes, d'un *respublica christiana* qui transcendait les rivalités des princes. Cette bible des illettrés était commanditée par des clercs lettrés, dont les bibliothèques et les *scriptoria* ont assuré, pendant les siècles dits « obscurs » la transmission du patrimoine littéraire de l'Antiquité païenne et chrétienne. C'est ce fonds commun à tous les Européens que la République européenne des Lettres, dans sa propre diversité, n'a cessé depuis le XV^e siècle faire renaître et raviver sous toutes ses facettes, tendant à l'Europe un miroir généalogique qui lui rendait conscience d'elle-même et l'empêchait d'aller trop loin dans le déchirement. Le miroir que l'immense collection de « Sources chrétiennes » tend à l'Europe d'aujourd'hui, c'est celui de ses premiers siècles, où, comme dans ses avatars ultérieurs, les divisions, les persécutions, les polémiques, les controverses ardentes ne manquent pas, mais où la foi dans une aventure commune de l'Esprit finit tirer de cette apparente mêlée des contraires une synthèse et une symphonie fécondes, boussole, phare et principe d'espérance pour d'autres tempêtes qui n'ont pas manqué d'advenir.

Marc Fumaroli